

Finalité et fonctions principales du traitement (cadre légal particulier s'il y a lieu)

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une action de prévention locale initiée par le pôle santé du RSI des Alpes.
Elle a pour objectif d'appréhender les déterminants et les implications de l'obésité infantile au sein des familles issues des catégories sociales défavorisées ; en fonction des résultats obtenus elle pourrait déboucher ultérieurement sur une action de prévention.

Catégories de personnes concernées par le traitement

L'étude a pour cible les enfants âgés de 5 à 8 ans ainsi que leurs familles bénéficiaires de la CMU.

Catégories de données à caractère personnel (même codification que formulaire CNIL de Déclaration normale + autres au-delà de P)

Catégories de destinataires des données, internes ou externes (toutes catégories de données si : ► ..)

Durée de conservation des données (toutes catégories de données si : ► ..)

► A) Etat-civil, Identité, Données d'identification
 ► B) Vie personnel (habitudes de vie, situation de famille,...)
 ► D) Informations d'ordre économique et financier (bénéficiaires CMU)

_____ Données sensibles _____
 ► As) N° de sécurité sociale (NIR) autorisé pour RSI (art. R115 du code de la Sécurité Sociale, décret 85-420)

► ..) Personnes habilitées du service santé de la caisse et participant à l'étude

3 mois qui pourront être prolongés jusqu'en 2014 dans le cadre d'une recherche doctorale.

Interconnexions, mises en relation avec d'autres traitements

► NON

Responsable du traitement

Directeur de la Caisse RSI des Alpes
 Françoise Dumas
 5 avenue Raymond Chanas
 38700 Eybens

Service(s) responsable(s) de la mise en œuvre

Médecin conseil responsable du service médical de la caisse RSI Alpes
 Docteur Soyan Ok
 5 avenue Raymond Chanas
 38700 Eybens

Service(s) en charge des droits d'accès et de rectification

Service Prévention de la Direction Santé et Médical de la caisse RSI des Alpes

Création/Modifications/Suppression : date, référence, cause (purge de la fiche 3 ans après suppression du traitement)

Inscription au registre du CIL : art. 22 de la loi Informatique et Libertés n° 78-17 modifiée et présence Correspondant Informatique et Libertés (CIL).

Autres informations (s'il y a lieu)

► **Transferts de données hors Union Européenne** : NON
 ► **Droit d'opposition** : OUI (service en charge idem que pour droits d'accès)